

M. Alexander: Il devrait alors savoir que le premier ministre a clairement indiqué qu'il n'en avait pas été question avec la province d'Ontario ou avec les membres de ce gouvernement à partir du moment où le ministre des Transports (M. Jamieson) a fait sa déclaration à la Chambre jusqu'au temps où il a parlé des 51 p. 100. Le premier ministre a agi unilatéralement, sans consulter personne. C'est mal. Ce n'est pas ça la démocratie de participation et c'est ce que l'on fait avec ce bill qui porte sur le revenu familial garanti. C'est vexant, car on nous avait promis la société juste.

L'hon. M. Olson: Et vous l'avez.

M. Alexander: Oh! Le ministre de l'Agriculture trouve que nous l'avons.

L'hon. M. Olson: Mais certainement.

Des voix: Oh, oh!

M. Alexander: Ma foi, monsieur l'Orateur, j'ai entendu dire que le ministre de l'Agriculture aura bien du mal à se faire élire.

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Alexander: Et je le dis avec grand respect.

L'hon. M. Olson: J'ai toujours trouvé difficile de gagner une élection.

M. Alexander: Ma foi, ce sera encore plus dur cette fois.

L'hon. M. Olson: Cinq élections sur six. Voilà.

M. Alexander: Le gouvernement prétend qu'il s'agit d'un projet de loi important. S'il ne donne pas à la population l'occasion de proposer des idées, des propositions et des amendements raisonnables qui rendront le bill plus satisfaisant, je soutiens qu'il s'agit d'une fraude.

Des voix: Bravo!

M. Alexander: Monsieur l'Orateur, c'est une fraude et nous, de ce côté-ci de la Chambre, allons le dire à la population.

L'hon. M. Olson: Encore une fois, le député se trompe.

M. Alexander: A propos d'universalité, je me souviens...

Une voix: C'est le deuxième discours minable que j'entends ce soir.

Des voix: Oh, oh!

M. Alexander: J'ai entendu le député de Sarnia dire que c'est le deuxième discours minable qu'il entend ce soir. Il y a une chose que je peux affirmer, et c'est que je peux au moins élever la voix et dire à la Chambre comme ce bill est frauduleux, contrairement au député qui, derrière les rideaux, profère des remarques irréfléchies à propos d'un discours réfléchi qui est prononcé par un député.

M. Thomas (Moncton): Le voilà qui fait des grimaces.

[L'hon. M. Olson.]

M. Alexander: Avant que le député de Sarnia, l'ex-secrétaire parlementaire, n'intervienne, j'allais parler de la notion d'universalité. L'ancien ministre du Travail m'a dit que, grâce à la nouvelle loi sur l'assurance-chômage qui est entrée en vigueur le 30 juin, nous allons passer dans le domaine de l'universalité. C'est le principe que nous étions en train d'adopter. Je le demande, pourquoi ne pourrions-nous pas inclure les travailleurs indépendants et les concessionnaires? De cette façon, nous pourrions englober 95 p. 100 des Canadiens et établir le principe de l'universalité dans ce domaine.

Qu'a fait le ministre qui a défendu le projet de loi à la Chambre? Il dit qu'il n'y aura pas d'universalité dans le cadre de ce programme. Franchement, je ne sais pas si les ministres se parlent entre eux et s'ils assistent aux mêmes réunions du cabinet. Nous sommes témoins ici d'un retour en arrière par rapport à une attitude adoptée au départ. Nous nous trouvons devant une loi qui doit se fonder sur le revenu et le nombre d'enfants que comporte une famille.

L'hon. M. Olson: Vous ne savez plus trop où vous en êtes, Linc.

M. Alexander: Mais si! Cette loi privera plus d'un million et demi de familles des allocations familiales.

Une voix: Quelle honte!

M. Alexander: Je sais que pour plus d'un million de familles, les prestations seront sensiblement modifiées.

M. Breau: Votre parti est celui des riches.

M. Alexander: Le parti des riches!

M. Thomas (Moncton): C'est ce qu'il a dit.

M. Alexander: Le député est en train d'essayer de lire mon discours. Je veux lui dire quelque chose sur l'homme à revenu moyen, celui qui fait les frais de cette politique. C'est là que je veux en venir.

Une voix: Faites donc un discours qui ait un sens.

M. Alexander: J'en viens au fait. Ce qui me dérange, monsieur l'Orateur, c'est qu'en bas de l'échelle, près d'un million de familles seront touchées, peut-être gravement, par ce projet de loi; et pourtant, tout indique que cette loi ne soulagera pas la pauvreté de nos frères et sœurs dans ce pays, et c'est ce qui frappe le plus dans ce bill. Je crois que notre gouvernement essaye de faire de son mieux.

L'hon. M. Olson: Bravo!

M. Alexander: Mais on est loin du compte. Fournir à plus de Canadiens de meilleures possibilités afin que, grâce à leurs talents, leurs connaissances et leur enthousiasme au travail, ils puissent profiter de programmes susceptibles d'accélérer la croissance économique, voilà le défi.

L'hon. M. Olson: Bravo!

M. Alexander: Le ministre de l'Agriculture est d'accord avec moi, à ce que je vois. Ces programmes, à leur tour, devraient créer le plein emploi. Selon le Conseil économique du Canada, un taux de chômage de 3.8 p. 100 correspond au plein emploi. Un taux de 7.7 ne l'est certes pas. Si nous voulons apporter des changements importants qui profiteront à tous les Canadiens, nous devons mettre au point une stratégie, une politique industrielle.